

ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Nombre de publications faites sur la base de l'article 1729 A bis du CGI Question écrite n° 43446

Texte de la question

M. Romain Grau attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le nombre de publications faites dans le cadre de l'article 1729 A *bis* du code général des impôts. Épousant la logique du « *name and shame* » et pariant sur le caractère dissuasif de la mesure compte tenu du risque considérable de préjudice réputationnel dont elle est porteuse, la loi autorise la publication sur le site internet de l'administration fiscale, pour une durée qui ne peut excéder un an, des amendes de 80 % infligées aux personnes morales pour abus de droit au manœuvre frauduleuse lorsque les droits éludés s'élèvent au moins à 50 000 euros, conformément aux dispositions de l'article 1729 A *bis* du code général des impôts. La publication de la sanction est subordonnée à un avis conforme et motivé de la commission des infractions fiscales, le contribuable étant invité à présenter ses observations écrites. Il souhaiterait connaître le nombre de publications auxquelles des contribuables ont été condamnés depuis l'instauration de cette peine.

Texte de la réponse

À ce jour, la mise en œuvre du dispositif prévu à l'article 1729 A bis du code général des impôts (CGI) n'est pas encore effective. En effet, ce dispositif de publication des sanctions administratives concerne les contrôles portant sur des déclarations déposées ou dont la date d'échéance est intervenue à compter de la publication de la loi n° 2018-898, soit le 24 octobre 2018. Compte tenu des différents recours contentieux offerts aux contribuables, les premières saisines de la Commission des infractions fiscales devraient avoir lieu en 2022.

Données clés

Auteur : M. Romain Grau

Circonscription: Pyrénées-Orientales (1re circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 43446 Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : <u>Comptes publics</u>

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 11 janvier 2022, page 127 Réponse publiée au JO le : 22 février 2022, page 1169